

CASE INFORMATION SHEET

No 3/2008 (Français)

COLOMBIA: Efforts législatifs pour prévenir la corruption dans les grands projets hydrauliques

Le programme *Agua Transparente*

Le Ministère Colombien de l'environnement, de l'habitat et du développement a élaboré le programme *Agua Transparente* (Eau transparente) dans le cadre d'un nouveau fonds d'investissement public d'une valeur de US\$ 599 millions affectés au début 2008 pour le secteur de l'eau en Colombie. Ce nouveau programme gouvernemental vise à prévenir le détournement de ressources publiques par la mise en œuvre de mécanismes de transparence et de redevabilité dans les procédures d'embauche et d'appels d'offre. Cette initiative vise en particulier le secteur de l'eau et de l'assainissement et est appuyée par la Banque mondiale. Ce programme marque une étape décisive vers une réforme législative nationale efficace.

Problèmes de corruption

En Colombie, les pratiques de corruption parmi les fonctionnaires et dans les entreprises nuisent à la mise en œuvre des projets d'eau et d'assainissement. Sur l'Indice de perceptions de la corruption (IPC) 2007 de TI, la Colombie enregistre un score de 3,8 sur une échelle comprise entre 0 (niveau de corruption élevée) à 10 (absence de corruption). Cela indique que les niveaux de perceptions de la corruption dans l'administration publique et les acteurs politiques sont élevés. Selon une étude du gouvernement colombien, 11,7 milliards de pesos (environ 400 millions d'euros) ont été dépensés entre 1996 et 2003 dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, ce qui aurait dû suffire à couvrir la totalité des besoins du pays. Mais, une grande partie de ces fonds a été détournée lors des embauches, pour des coûts supplémentaires cachés ou pour des travaux inutiles (www.presidencia.gov.co/sp/2008/marzo/14).

Prévention de la corruption

Pour lutter contre de nouveaux détournements de fonds, le programme *Agua Transparente* stipule que tous les contrats doivent être annoncés publiquement et que les entreprises doivent rendre public le statut, les comptes financiers et leurs engagements relatifs à leurs projets. L'initiative comprend trois stratégies principales :



Informations sur le projet

Site Web: www.minambiente.gov.co
Contact: Guillermo Alejandro Montoya Casas



à La diffusion des informations sur le statut et le financement des appels d'offres et l'inclusion des syndicats et d'autres parties prenantes dans les procédures de sélection de projets.

à Le soutien aux responsables chargés des procédures d'appels d'offres en leur donnant suffisamment d'informations sur le projet.

à La coopération interinstitutionnelle parmi les différents acteurs publics impliqués dans les appels d'offres et/ou les procédures de mise en œuvre.

Stratégies anti-corruption

Recrutement transparent

Cet outil fait partie d'une série de règles en matière d'appels d'offres visant à prévenir les pratiques de corruption et le favoritisme dans les procédures de recrutement de fonctionnaires. Il définit plusieurs principes de recrutement et des mécanismes de contrôle stricts pour superviser les procédures de gestion et pour garantir une meilleure efficacité contractuelle ainsi qu'un meilleur contrôle social. Cet outil oblige, par exemple, les entreprises soumissionnaires à tenir à la disposition des candidats intéressés et du public toutes les informations relatives à leurs procédures de recrutement qui doivent être publiées sur le site web de l'entreprise.

Audit transparent

Cet outil est subventionné par le Programme présidentiel de lutte contre la corruption (PPLCC) et vise à faciliter les échanges d'expériences et les meilleures pratiques entre les entreprises afin de garantir une distribution des ressources publiques plus efficace et plus transparente. Le principe au cœur de cet outil est d'impliquer les populations locales et de sensibiliser le public sur l'impact, la portée et la durée des projets gouvernementaux dans le secteur de l'eau en l'informant sur les projets prévus et les avantages qu'ils leur apportent. Cette disposition obligera les entreprises à exposer plus clairement leurs engagements et à accepter qu'ils sont redevables au public.

« Ce que nous cherchions, c'était une façon de garantir que les ressources financières affectées à l'eau et à l'assainissement ne sont pas détournées vers des poches privées ni perdues à cause de la corruption ».
Juan Lozano Ramirez, ministre colombien de l'Environnement

Enseignements

Ce programme s'adresse avant tout aux populations des zones urbaines. C'est pour cette raison qu'il faut surtout insister sur les initiatives en milieu rural.

Ce processus exige la participation de tous les secteurs : ministère, maires, gouverneurs, citoyens.

Il convient d'informer le public sur les éléments suivants : les projets gouvernementaux prévus ; la manière dont ils vont être réalisés ; les différents acteurs impliqués dans ces projets ; les différentes phases de mise en œuvre ; la manière d'impliquer la population locale.